

Note complémentaire au document de la commission Formation parapente :

« Obligation d'emport de parachute de secours en biplace parapente Demande de vote au comité directeur »

Le Bureau directeur a jugé utile de donner aux membres du Comité directeur quelques informations supplémentaires car il n'est pas évident, pour ceux qui n'étaient dans les débats en 2007, de s'y retrouver. Le Bureau directeur souhaite aussi vous proposer une deuxième formulation pour le vote du CD.

1. C'est le CD du 16 décembre 2007 qui a examiné la question de l'obligation de l'emport du parachute de secours en parapente et delta pour les biplaces. Cette question avait fait l'objet de débats parfois tumultueux avant cette prise de décision. Vous trouverez ci-joint la note qui a permis au CD d'arriver à une position qui est parfaitement résumée par le paragraphe suivant :

« Au terme de cette réflexion et après analyse des divers paramètres, il est apparu souhaitable de limiter l'obligation réglementaire de l'emport d'un parachute de secours à tous les vols biplace réalisés sous couvert des écoles labellisées EFVL et CEVL ainsi que par les professionnels signataires de la charte fédérale biplace, et de recommander l'emport d'un tel matériel pour toute pratique biplace hors le cadre susvisé. »

La fédération laissait donc la possibilité à tous les professionnels qui ne souhaitaient pas, pour des raisons diverses, signer la charte du biplaceur et à tous les bénévoles de ne pas emporter de secours.

2. Le label, qu'est-ce que c'est au juste ?

C'est un cahier des charges de bonnes conduites et d'obligation de moyens qui doit être respecté pour que l'école, le CEVL (notamment en pratique biplace) puisse bénéficier d'une promotion à travers la communication de la fédération et des outils pédagogiques forgés au fil du temps par notre fédération. C'est donc un label de qualité et une garantie pour le public du respect de ce cahier des charges. Ce label a globalement permis de tirer toutes les pratiques vers plus de rigueur et plus de sécurité ; tout le monde le reconnaît aujourd'hui, à tel point que de nombreux professionnels ou biplaceurs bénévoles non liés par ce label le respectent.

Le cahier des charges du label inclut la charte du biplaceur que vous trouverez ci-jointe.

3. Quels sont les éléments qui pousseraient aujourd'hui à aller plus loin ?

Même si on ne doit pas attendre un accident avant de prendre des mesures de prévention, depuis 2007 on peut faire le constat que le choix laissé ouvert en 2007 n'est pas manifestement cause de plus d'accidents ni de l'aggravation de ceux qui surviennent.

Le tout judiciaire vers lequel tend notre société peut pousser notre fédération à se préserver d'éventuels recours... Notre avocat participera au débat du CD et vous aurez la possibilité de l'interroger, mais la dichotomie qui existe depuis 2007 n'est pas entre « [professionnels rémunérés ou associatifs et bénévoles](#) ».

4. Comment ajouter de la cohérence à nos règles ?

Une première possibilité est celle faite par la commission Formation parapente et vous la connaissez : obligation pour tous.

Une deuxième possibilité consiste à étendre aux clubs les obligations du cahier des charges lié au label pour toutes les activités qui font apparaître une caution fédérale : utilisation d'un biplace qui serait propriété du club, participation à une manifestation qui serait organisée par un club notamment.

La formulation proposée est dans cette hypothèse :

« L'obligation de l'emport du parachute de secours, déjà réglementaire pour tous les vols biplace réalisés sous couvert des écoles labellisées EFVL et CEVL ou par les professionnels signataires de la charte fédérale biplace est étendue à tous les vols biplaces organisés sous couvert d'un club ; l'emport d'un tel matériel est très fortement recommandé hors du cadre susvisé. »

Non seulement cela donnerait un peu plus de cohérence à nos règles, mais cela alerterait les présidents de club un peu novices car leur immense majorité respectent déjà cette obligation et équipent leurs biplaces de secours. Et cela laisserait une possibilité pour les quelques pratiques un peu marginales ou complètement personnelles de continuer à exister pour les licenciés au sein de notre fédération sans les mettre en contradiction avec nos règles.

NB : le comité national Delta examine actuellement cette question pour adaptation à son activité.